

Questions orales

Cependant, le chef de l'opposition, le prochain chef du Parti québécois, a dit lui-même en parlant de la Constitution, et il l'a dit en anglais: «Je ne crois pas qu'il y ait aucune possibilité de définir aucune offre. On n'est pas intéressés.» Ça, ce sont les paroles du chef de l'opposition lui-même et on ne veut pas imposer de changements à la Constitution quand il dit que le Québec n'en veut pas.

[Traduction]

Le Président: Je rappelle à tous les députés de ne pas brandir d'objets.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, il y a deux jours, le premier ministre suggérait de prolonger l'échéancier du comité bidon présidé par le ministre des Affaires intergouvernementales, comité qui, selon son président, doit sauver le Canada en étudiant toutes les options pour apporter des changements au fédéralisme.

Le ministre des Affaires intergouvernementales peut-il nous dire s'il a toujours l'intention de déposer le rapport du comité bidon avant Noël ou s'il entend saisir la perche tendue par le premier ministre pour gagner encore plus de temps?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, il faut d'abord que je clarifie les choses. Comme je l'ai déjà dit, le modèle du comité bidon, ce sont les commissions régionales que le Parti québécois a mises en place et auxquelles le Bloc québécois a participé.

Au Québec, je désirerais leur annoncer également qu'il y a 5 millions d'électeurs, pas 50 000, et que leurs commissions n'étaient pas représentatives, qu'elles ne cherchaient pas à obtenir des conclusions qui seraient utiles pour le Québec et pour le Canada, alors que notre comité regarde toutes les options qui sont possibles et essaie de trouver des solutions à nos problèmes.

De bonne foi, nous tendons la main encore une fois au Bloc et au Parti québécois pour réaliser ce que 80 p. 100 des Québécois leur disent, c'est-à-dire négociez un fédéralisme renouvelé, arrêtez d'être inflexibles comme vous l'êtes maintenant.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, je dois admettre qu'il y a beaucoup d'imagination chez le ministre. Le ministre déclarait que son comité devait étudier toutes les options possibles pour respecter les promesses référendaires du premier ministre, parce que promesses il y a eu. Or, de l'aveu même du premier ministre, il n'est plus question de changement constitutionnel. C'est un «remake» de 1980, un vieux film que l'on a vu et, depuis ce temps, on a gagné 10 p. 100. En moins de temps, on va en gagner plus bientôt.

Dans ce contexte, le ministre peut-il nous dire quel mandat reste-t-il au comité bidon? Ne devrait-il pas plutôt le démanteler,

puisque le premier ministre a décidé, comme d'habitude, de ne rien offrir au Québec?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, les affirmations du député sont incorrectes. Dans son discours de Verdun, comme l'a dit la vice-première ministre, le premier ministre a dit très clairement: «Nous garderons ouvertes toutes les autres voies de changement, y compris les voies administratives et constitutionnelles.»

Hier, en Chambre, le premier ministre a déclaré ceci:

Je n'ai jamais dit que nous allions changer la Constitution [...] J'ai dit que nous allions faire des changements à la fédération, constitutionnels si nécessaire.

Il n'y a pas d'opposition entre les deux phrases et c'est l'opposition officielle qui ne respecte pas les résultats du référendum qui ont indiqué très clairement que les Québécois veulent faire des changements, mais qu'ils veulent les faire à l'intérieur du Canada.

[Traduction]

M. Stephen Harper (Calgary—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, le Bloc québécois nous rappelle encore une fois aujourd'hui que les libéraux fédéraux ont fait quelques promesses de changements constitutionnels au Québec durant la campagne référendaire. Malgré leur échec référendaire, le gouvernement du Québec et son futur premier ministre ont déjà dit clairement qu'ils rejetaient toute offre de changement et toute autre proposition de renouvellement du fédéralisme.

• (1425)

Le ministre des Affaires intergouvernementales dira-t-il clairement aujourd'hui à tous les Canadiens que le gouvernement du Canada ne fera pas d'autres offres de changements constitutionnels à un gouvernement péquiste qui n'a aucune intention de les accepter et que les Canadiens en ont assez de jouer à ce jeu avec les séparatistes?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, malheureusement, le chef de l'opposition a effectivement dit que, dans l'éventualité où il deviendrait premier ministre du Québec, il ne prendrait en considération aucune offre de renouvellement du fédéralisme.

En disant cela, il a toutefois clairement refusé de reconnaître le résultat du référendum à l'issue duquel la majorité des Québécois lui ont dit qu'ils souhaitaient des changements au sein du Canada. Il a aussi clairement refusé de respecter le verdict de la majorité des Québécois qui ont exprimés leurs vœux.

Nous n'agissons pas ainsi envers les Québécois. Nous serons en mesure de proposer des moyens de résoudre les problèmes actuels.